ASSEMBLÉE NATIONALE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Monsieur Richard FERRAND
Président de l'Assemblée nationale
Palais Bourbon
126 rue de l'université
75007 - PARIS

Paris, le

Monsieur le Président,

Le 30 novembre dernier, Julien Aubert et Damien Abad vous adressaient un courrier vous demandant la création d'une mission d'information sur la culture de l'annulation et l'islamo-gauchisme dans le milieu universitaire.

Cette demande était fondée sur plusieurs prises de position d'intellectuels, d'universitaires, mais aussi du ministre de l'Éducation nationale, qui ont tous dénoncé une présence croissante de ce courant dans nos universités, au détriment de l'ouverture d'esprit qui devrait prévaloir dans ces temples du savoir.

Alors même que l'Assemblée nationale vient d'examiner le projet de loi visant à conforter les principes républicains, le fait que nous laissions prospérer dans nos universités des idéologies contraires à ces mêmes principes, serait un signal désastreux.

Cette proposition avait suscité de vives réactions et des attaques sur les réseaux sociaux de la part de nombreux professeurs, et même d'un président d'université. C'est aujourd'hui Madame Frédérique Vidal, ministre de l'Enseignement supérieur, dont le seul crime est d'avoir constaté que l'université n'est pas imperméable à la société, et par conséquent pas imperméable à l'islamo-gauchisme, et d'avoir demandé une enquête au CNRS, qui est au cœur d'une violente campagne de lynchage avec de nombreux appels à la démission.

Dans ce contexte, il ne nous semble aujourd'hui plus possible de refuser une telle mission d'information, au motif que celle-ci ne relèverait pas des attributions de la conférence des présidents, mais plutôt de la commission des Lois ou de la commission des Affaires culturelles et de l'éducation, ces dernières ayant, en outre, considéré que ce sujet ne fait pas partie de leur priorité.

Compte tenu de la réplique cinglante formulée par communiqué de presse du CNRS à l'encontre de Madame Vidal, de la levée de boucliers suscitée au sein du monde de l'enseignement supérieur, ainsi que des nombreux appels à la démission à son endroit, le caractère prioritaire de ce sujet n'est par ailleurs plus à contester.

Il est d'autre part manifeste que désormais, du fait de la violence des réactions suscitées par ce sujet, seul un examen attentif de cette question permettra d'établir la réalité de la présence de l'islamo-gauchisme dans le milieu universitaire.

Les dernières prises de parole gouvernementales sur ce sujet semblent montrer que l'Exécutif ne souhaite pas aller au bout de la démarche, mais au contraire qu'il compte esquiver. Dans ces conditions, il revient à l'Assemblée nationale de faire la lumière sur cette question.

Aussi, Monsieur le Président, nous vous demandons solennellement de réexaminer de toute urgence cette proposition de mission d'information sur la pénétration de la culture de l'annulation et de l'islamo-gauchisme dans le milieu universitaire, afin que la représentation nationale puisse se rendre compte de ce qu'il en est et, le cas échéant, proposer les mesures nécessaires à la lutte contre ce fléau.

Un tel travail ne saurait être considéré comme une atteinte à la liberté académique ou à la liberté de recherche, mais bien au contraire comme un acte fort témoignant de notre attachement à ces dernières.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de notre haute considération.

Les députés Les Républicains